

505 LN 1941/15

503

(1944)

Mention à porter sur les titres de circulation
en cas de changement d'itinéraire à la suite
d'incidents de circulation

Avis Général Ex 42 b n° 2 18. 2.44

Mention à porter sur les titres de parcours en cas de changement d'itinéraire à la suite d'incidents
de circulation

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**
M

AVIS GÉNÉRAL

EX 42 b

N° 2 *

DISTRIBUTION

EX

—
1 - 2
11 - 13 - 14
23
34

Rectificatifs

MENTIONS A PORTER SUR LES TITRES DE PARCOURS EN CAS DE CHANGEMENT D'ITINÉRAIRE MOTIVÉ PAR UN INCIDENT DE CIRCULATION

article 1 ♦ Généralités.

En raison d'incidents de circulation dus aux circonstances présentes, les voyageurs sont parfois conduits à changer d'itinéraire en cours de route ; cependant, il ne s'ensuit pas que, dans tous les cas, les intéressés soient en droit d'accomplir, sans en acquitter le prix, un parcours supérieur à celui auquel s'appliquent leurs titres de parcours. Il importe donc que les agents chargés du contrôle des billets soient en mesure de déterminer avec certitude s'ils doivent ou non percevoir un supplément des voyageurs détournés de leur itinéraire normal ; dans ce but, une mention appropriée, **appuyée de la griffe de la gare**, doit être portée sur le titre de parcours (1) de toute personne **autorisée par une gare** à changer d'itinéraire à la suite d'un incident de circulation.

Les différents cas dans lesquels il y a lieu de valider les titres de parcours dans ces conditions sont indiqués aux articles suivants.

article 2 ♦ Trains détournés en cas d'interception d'une ligne.

Lorsqu'une ligne est interceptée, les trains de grand parcours qui l'empruntent sont détournés par les lignes adjacentes s'il doit en résulter un avantage pour la circulation générale ; dans ce cas, aucun supplément n'est à percevoir des voyageurs.

S'il y a lieu à détournement, la gare qui en prend la décision met tout en œuvre pour renseigner correctement les voyageurs sur l'itinéraire qu'ils vont suivre, mais elle n'a aucune mention à porter sur leurs titres de parcours.

Il peut arriver cependant que certains voyageurs aient l'obligation de changer de train dans une gare située sur l'itinéraire détourné pour, de là, rejoindre leur destination. Dans ce cas, la gare où ces voyageurs descendent du train détourné s'assure que les titres de parcours en leur possession sont bien valables pour le nouvel itinéraire à suivre ; s'ils ne le sont pas, elle les valide d'office en y portant la mention suivante :

« Train n°..... détourné via..... (griffe de la gare) »

« Valable par..... (gares jalonnant le nouvel itinéraire autorisé jusqu'à destination) »
afin que les intéressés ne soient pas inquiétés.

* **Nota.** — L'Avis Général EX 42 b n° 1 du 8 septembre 1941, n'a été distribué que dans les gares de la zone occupée.

♦ (1) Si le nombre de billets à valider est important, la gare peut se dispenser de les annoter à condition de remettre à chaque titulaire un bulletin sur lequel auront été portées à l'avance les indications voulues et qu'il suffit de compléter en y mentionnant le n° du titre de parcours.

Exemple : Ligne de XY interceptée

Billet ou permis n° valable par (gares de jalonnement).
(Griffe de la gare)

article 3 ♦ Interception de ligne avec ou sans service de transbordement.

Lorsqu'une ligne est interceptée, un service de transbordement est généralement organisé, pour les voyageurs et leurs bagages, avec les moyens dont disposent les gares et même, en cas de besoin, en faisant appel à des transporteurs routiers. Les avis diffusés dans les gares pour faire connaître les interceptions doivent toujours préciser si un service de transbordement est ou non organisé pour les voyageurs et leurs bagages.

Quand la S.N.C.F. assure ainsi l'écoulement du trafic par l'itinéraire normal, il n'y a pas lieu d'autoriser les voyageurs à suivre un itinéraire plus long. Si ces derniers estiment cependant qu'un itinéraire détourné leur offre des combinaisons de trains leur permettant d'arriver plus vite à destination que par l'itinéraire normal, ils peuvent l'emprunter mais à condition de payer, avant de l'aborder, le supplément correspondant au parcours supplémentaire.

Si, au contraire, il n'est pas organisé de service de transbordement, l'emprunt d'un itinéraire allongé peut être autorisé sans supplément. Le nécessaire est fait à cet égard par les gares de bifurcation où les voyageurs reçoivent l'avis de l'interception ; la mention suivante doit alors être apposée sur les titres de parcours des intéressés :

« Ligne de XY interceptée »

« Valable par..... (gares jalonnant l'itinéraire autorisé) »

L'itinéraire allongé à autoriser dans ce cas doit être déterminé de façon à permettre un acheminement convenable sans être forcément le plus direct.

article 4 ♦ Ruptures de correspondance.

Aux termes d'un arrêté ministériel en date du 5 août 1943, le chemin de fer n'est responsable des retards que dans le cas où il serait établi qu'il y a eu faute lourde de sa part.

En conséquence, les agents doivent rigoureusement s'abstenir, lorsque par suite de retard une correspondance se trouve rompue dans une gare de bifurcation, de valider les titres de parcours des personnes qui estimeraient avantageux, plutôt que d'attendre le train suivant, de rejoindre leur destination par un itinéraire plus long. Si ces personnes désirent donner suite à leur intention, elles doivent acquitter le supplément correspondant au parcours supplémentaire à effectuer.

article 5 ♦ Itinéraires allongés régulièrement autorisés.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 22 du fascicule-annexe n° 2 aux tableaux de la marche des trains.

Par suite, lorsqu'un titre de parcours est rendu valable, dans les conditions prévues par le présent Avis Général, pour un itinéraire inscrit au tableau G du fascicule-annexe précité, son porteur peut utiliser les différentes combinaisons de trains indiquées au dit tableau pour l'itinéraire considéré.

Paris, le 18 février 1944.

Le Directeur du Service Central du Mouvement,

J. TUJA.